



La mobilité du futur évoquée hier parie sur une meilleure utilisation des infrastructures plutôt que sur leur multiplication. PHOTO PRÉTEXTE ANTOINE VULLIQUOD

Plus d'infrastructures? Non, mieux les utiliser

Hier s'est tenu le brainstorming interactif **RegioMove** pour aider la Gruyère et ses communes à dessiner des solutions de mobilité de nouvelle génération.

JEAN GODEL

2030. Informer sur les tendances de la mobilité de demain, en montrer les répercussions locales, motiver chacun à façonner activement le futur, bref, donner envie d'avancer. Tels étaient les buts de l'événement organisé hier matin, à Bulle, par l'Association régionale la Gruyère (ARG) et l'agglomération Mobil.

Devant une soixantaine de représentants des communes (presque toutes celles du district), des services de l'Etat, des grandes entreprises et des TPF, le module interactif RegioMove Start a été mené par le Büro für Mobilität (BfM, Berne), qui en est à l'origine. Le concept en est à sa phase pilote et la Gruyère est son premier participant romand.

La Gruyère pionnière

Un esprit pionnier salué par le conseiller d'Etat Jean-François Steiert, venu lancer ce *brainstorming* d'un nouveau genre: «Si la Gruyère pouvait inspirer Fribourg... Avec la mobilité, tant de défis sont à régler dans un même espace!» Pour le préfet de la Gruyère Patrice Borcard, la congestion quotidienne de la H189, à peine 9 ans après son ouverture, le 13 décembre 2009, doit faire réfléchir: «On le sent bien, on ne peut

pas continuer comme ça. A nous de mettre en place une nouvelle étape!» Le fruit des réflexions d'hier sera intégré aux travaux de préparation du Plan directeur régional.

Interactif, le module intègre des vidéos de ce que sera le futur de la mobilité. Tous ses aspects sont passés en revue: E-mobilité, économie de partage, numérisation et automatisation. Les participants répondent régulièrement à des questions sur leur ressenti, leur confiance ou leur méfiance en telle ou telle option.

Parmi les points forts de la présentation figure la mobilité partagée, que la numérisation galopante facilitera. Sachant qu'en moyenne, une voiture privée dort plus de 23 heures sur 24, les formules telles que Sharoo (des privés mettent leur voiture à disposition, encore inconnue en Gruyère) ou Mobility dessinent un monde où l'utilité prendra le dessus sur la propriété.

Exploitées en flottes, ces voitures partagées et, à terme, autonomes permettront aussi une économie faramineuse d'espace. Selon certaines études (non vérifiées), un seul de ces véhicules du futur remplacera 42 voitures conventionnelles – occupées, elles, par 1,6 personne en moyenne, et même 1,1 aux heures de pointe.

Assez d'infrastructures

Qu'en déduire? Que la congestion du trafic n'est pas liée au manque d'infrastructures, mais à l'utilisation des véhicules. Ce qui a fait dire à la CEO de General Motors, Mary Barra, que «les problèmes de mobilité se résoudront tout seuls». Comprendre: sans nouvelles infrastructures.

Ironie du calendrier, le Conseil fédéral

annonçait hier le passage à 2x4 voies de l'A1 entre Berne et Schönbühl, pour 474 millions de francs. Mais deux bons tiers des participants au RegioMove Start de Bulle ont estimé que nous n'avions pas vraiment besoin de nouvelles infrastructures telles qu'une route de contournement ou un parking à plusieurs millions.

Certaines villes sont déjà allées plus loin: Odense, au Danemark, a ainsi sacrifié son artère principale au profit d'un axe piéton et cycliste jugé plus sûr, plus efficace et moins cher.

Aussi pour les régions périphériques

Ces avancées technologiques ne promettent pas le bonheur qu'aux villes, mais aussi aux périphéries les plus reculées: des gares transformées en «hubs de mobilité» mettront en lien tout le territoire via une pluralité de modes de transport, publics, privés, partagés ou autonomes. Le télétravail et le coworking participent aussi de ce maintien des pendulaires dans les périphéries où, non contents de travailler, ils consommeront aussi.

La suite? Le résumé des sondages d'hier se trouve dès à présent sur www.regio-move.ch/start-bulle. Après cette entrée en matière, l'ARG et Mobil organiseront, début 2019, la seconde étape de RegioMove, le module GO, destiné à lancer de premières pistes de concrétisation. D'autres modules pourraient suivre. Du concret, donc. Le module a d'ailleurs conquis son public. Hier, une écrasante majorité des participants se sont dits «absolument prêts» à aller plus loin dans cette exploration de la mobilité du futur. ■

Nadine Gobet se lance à nouveau

POLITIQUE. Comme en 2015, le Parti libéral-radical de la Gruyère annonce la candidature de Nadine Gobet au Grand Conseil depuis douze ans, elle «dispose de toutes les qualités requises» pour briguer ce siège en octobre 2019, indique le communiqué de presse du PLR. Sa candidature sera soumise à l'assemblée du parti cantonal en février.



Nadine Gobet a terminé première des viennent-ensuite en 2015, derrière Jacques Bourgeois, qui a déjà annoncé qu'il solliciterait un quatrième mandat en 2019. Directrice de la Fédération patronale et économique (34 collaborateurs), elle est titulaire d'un master en droit de l'Université de Fribourg. Cette Glânoise établie en Gruyère depuis 1997 «œuvre depuis toujours au développement du tissu économique fribourgeois», poursuit le PLR. Elle s'implique notamment à l'ARG et aux conseils d'administration des Remontées mécaniques fribourgeoises SA et de Télégruyère SA. Elle est, entre autres, vice-présidente du conseil d'administration des TPF.

ÉLECTIONS FÉDÉRALES

«Reconnue pour son dynamisme, Nadine Gobet bénéficie d'une solide expérience politique, ainsi que d'excellentes connaissances du fonctionnement des relations entre le canton et la Confédération.» Le PLR la qualifie de «sensible à la place des femmes dans la société, aux personnes en situation de handicap et à la formation des jeunes» et d'«attentive à l'évolution des conditions cadres favorables à la création d'emplois». Au Grand Conseil, elle est membre de la commission des finances et de gestion et vice-présidente du Conseil de la magistrature. **EB**

Gruyères propose une baisse d'impôt

ASSEMBLÉE. L'Exécutif de Gruyères va proposer, lundi soir lors de l'assemblée communale, une baisse de l'impôt pour les personnes physiques de 4,5 points. Il passera ainsi à 80 ct. Cette proposition est motivée par le souci de maintenir une fiscalité générale acceptable, explique le syndic Jean-Pierre Doutaz. «Nous pensions à une baisse depuis quelques années déjà, vu la succession d'exercices régulièrement bénéficiaires, avec des amortissements extraordinaires. Ce qui a fait que nous la proposons aujourd'hui, c'est l'augmentation de la taxe sur les eaux usées.» Une augmentation acceptée à contrecœur par le Législatif en décembre 2016, dictée par les exigences fédérales et cantonales.

«Nous ne souhaitons pas que les ménages soient péjorés deux fois», précise Justine Catillaz, édile en charge des finances. La commune a fait ses calculs. En tout, la baisse de l'impôt va grever les comptes d'environ 270 000 francs par an. La nouvelle taxe sur les eaux usées les étouffera de quelque 350 000 francs. L'Exécutif n'estime donc pas prendre un risque, «d'autant qu'avec les amortissements extraordinaires que nous avons pu effectuer, nous avons un peu d'argent à disposition», ajoute l'argentièr.

«En outre, Gruyères n'a plus de gros investissements en vue ces prochaines années, à part les parkings, mais qui doivent s'autofinancer, poursuit Jean-Pierre Doutaz. Et nous pourrions encore confortablement investir environ 1 million de francs par an.» Mardi, le budget qui sera présenté, tenant compte de la baisse de l'impôt, affiche un déficit de 20 000 francs pour un total de charges de 10,7 millions de francs. **PR**

En bref

PONT-EN-OGOZ Nouvelle élection nécessaire au Conseil communal

Seul candidat et élu tacitement au début du mois de novembre, en remplacement du syndic démissionnaire Christophe Tornare, Pierre-Alain Tercier a finalement renoncé à son élection, apprend-on dans la *Feuille officielle* d'hier. «Pour des raisons d'ordre privé», précise le vice-syndic Michel Grivel, qui dirige ad interim l'Exécutif. Les éventuels candidats peuvent s'annoncer au secrétariat communal jusqu'au lundi 17 décembre, à 12 h. L'élection complémentaire est fixée au 27 janvier 2019. «Ce n'est qu'une fois au complet que nous nommerons le nouveau syndic.»

Liebherr en mode maritime

ÉCONOMIE. Après le marché ferroviaire et son association avec le groupe allemand Voith, Liebherr s'ouvre au monde maritime. Dans un communiqué, l'entreprise basée à Bulle a annoncé sa collaboration avec la firme finlandaise Wärtsilä afin d'élaborer un moteur diesel à grande vitesse pour les applications maritimes et offshore. «Ce partenariat nous permettra d'augmenter les volumes produits sur la série de moteurs D96 (douze et seize cylindres) et ainsi de réaliser des économies d'échelles», détaille Claude Ambrosini, directeur de Liebherr Machines Bulle.

Ces moteurs à grande vitesse, tous réalisés en Gruyère, s'installeront à l'intérieur des ferries, des bateaux de pêche, des remorqueurs, ou des péniches. Soit des embarcations de plus de dix mètres de long. A noter que le volume de production dépendra de l'évolution du marché et ne devrait pas augmenter le nombre

d'employés. «Nous devrions, dans un premier temps, être en mesure d'assurer ce contrat avec nos capacités existantes.» Basée sur le long terme, cette association verra ses premières livraisons débarquer dans le courant du second semestre 2019. Wärtsilä est considérée comme un leader mondial des technologies pour les secteurs maritime et de l'énergie. Elle emploie plus de 18 000 personnes à travers le monde et a réalisé un chiffre d'affaires de 4,7 milliards en 2017.

Liebherr Machines Bulle aura assemblé 14 000 moteurs en 2018 et 8000 en 2019. «Il y aura un changement de normes l'an prochain. Nous serons légalement tenus d'arrêter de produire des moteurs Phase IV (équivalents à Euro V camion). Nos clients ont jusqu'à dix-huit mois pour s'adapter. Le départ en série de nos moteurs en Phase V (équivalents à Euro VI camion) est fixé au 1^{er} janvier prochain.» **MS**

En bref

APPRENTISSAGE

Entretiens d'embauche dans les CO du canton

Les adolescents désireux de se frotter à l'exercice de l'entretien d'embauche ont la possibilité de le faire le 4 décembre au CO de Riaz, le 11 au CO de la Veveyse et le 12 au CO de la Glâne. L'association Start! Forum des métiers organise pour la deuxième fois ce job dating. De 16 h 45 à 19 h, les jeunes pourront se présenter à plus d'une centaine d'entreprises dans le canton et mettre en avant leurs qualités. Les entretiens prennent la forme d'un speed dating d'une quinzaine de minutes. L'an dernier, plus de 400 élèves ont participé à la manifestation et plusieurs entretiens ont débouché sur un contrat d'apprentissage.

BULLE

Avec 1908 signatures, le référendum est validé

Les citoyens bullois pourront se prononcer sur la professionnalisation du Conseil communal de Bulle. La date de ce vote est fixée au 19 mai prochain, selon une publication de la *Feuille officielle* d'hier. Le référendum, lancé par l'UDC et soutenu par le PLR, a abouti en réunissant 1908 signatures valables, soit 346 de plus que le minimum requis, souligne le communiqué de la ville. Il combat la décision du Conseil général de la ville de Bulle de fixer à cinq au total le nombre de conseillers communaux dès la législature 2021-2026. Le 8 octobre dernier, le Législatif avait en effet accepté, à 26 voix contre 23, une proposition dans ce sens émanant du groupe PS-Les Verts.